

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES  
ENTREPRISES FRANCILIENNES - 1ER RAPPORT POUR 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	6
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	11
<a href="#">Annexe 1 : Désignation de 12 bénéficiaires TP'up Relance</a>	12
<a href="#">Annexe 2 : Désignation des 9 bénéficiaires PM'up Relance</a>	14
<a href="#">Annexe 3 : Avenant MULTI-POLES</a>	16
<a href="#">Annexe 4 : Avenant EOZ</a>	19
<a href="#">Annexe 5 : Avenant REMOVE</a>	22
<a href="#">Annexe 6 : Fiche projet FAIRCO</a>	25
<a href="#">Annexe 7 : Convention Prêt taux 0 - Halles Mandar SAS</a>	28

## EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région Ile-de-France s'est dotée d'une stratégie économique globale « Impact 2028 » avec l'ambition de défendre notamment notre souveraineté économique, la décarbonation de notre économie, la réduction des inégalités sociales et territoriales, la consolidation de notre position de leader dans les innovations stratégiques...

Pour répondre à ces enjeux, la Région a décidé un effort significatif en faveur des aides aux TPE-PME, au travers de la gamme «UP» (TP'up, PM'up, Innov'up).

Le présent rapport propose :

### 1. Attributions relatives aux aides TP'up Relance et PM'up Relance

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

#### 1.1 Désignation de 12 nouveaux bénéficiaires TP'up Relance

Le rapport prévoit de désigner 12 entreprises bénéficiaires au titre de TP'up Relance pour un montant total de **494 500 €**. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de **494 500 €**.

#### 1.2 Désignation de 9 nouveaux bénéficiaires PM'up Relance

Le rapport prévoit de désigner 9 entreprises bénéficiaires PM'up Relance pour un montant total de **1 920 000 €**. À cette fin, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de **1 920 000 €**.

### 2. Adoption de 3 avenants spécifiques PM'up

Les entreprises ACTIMAIL (SIRET : 402 282 339 00041) et SER Informatique (SIRET 41049786100055) participantes à la réalisation du projet de l'entreprise MULTI-PÔLES, il est proposé d'approuver un avenant à la convention dans lequel la Région autorise son bénéficiaire à verser tout ou partie de la subvention.

L'entreprise HEITO (SIRET 562 098 806 00036) participante à la réalisation du projet de l'entreprise EOZ, il est proposé d'approuver un avenant à la convention dans lequel la Région autorise son bénéficiaire à verser tout ou partie de la subvention.

Le groupe EDIFY (SIRET 822 942 702 00033) participant à la réalisation du projet de l'entreprise REMOVE, il est proposé d'approuver un avenant à la convention dans lequel la Région autorise son bénéficiaire à verser tout ou partie de la subvention.

### 3. Modification de la fiche projet PM'up Covid-19 pour un bénéficiaire

Il est proposé d'adopter la modification de la fiche projet de la société FAIRCO, qui porte sur le plan de financement de leur projet PM'up Covid-19, à la suite d'une erreur matérielle portant sur des dépenses inéligibles.

#### **4. Attribution d'un prêt à taux zéro à l'entreprise Halles Mandar SAS**

Le dimanche 25 septembre dernier, les Halles Mandar, l'un des plus importants grossistes de Rungis, étaient la proie d'un spectaculaire incendie. En quelques heures, un entrepôt de près de 8 000 m<sup>2</sup>, situé au cœur du marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, était ravagé et 213 salariés placés en chômage partiel dans les jours suivants.

Depuis, les Halles Mandar ont entrepris de reconstituer leur actif industriel (lignes de conditionnement, ensacheuses, etc.), afin de continuer à servir les centrales d'achats de la grande et moyenne distribution et surtout les quelque 500 restaurants classiques et haut de gamme franciliens que l'entreprise livre quotidiennement.

L'entreprise est absolument tenue de restaurer son outil de production et de poursuivre son activité car le groupe Mandar, soucieux de sélectionner et de maîtriser ses approvisionnements en produits de qualité, s'est engagé depuis plusieurs années dans une stratégie d'acquisition d'exploitations maraîchères qui l'expose financièrement.

Aussi la Région Île-de-France souhaite-t-elle contribuer à la reconstruction de cet outil en apportant un prêt à taux zéro de 150 000 euros afin que soit maintenue une activité essentielle à l'approvisionnement de l'Île-de-France en fruits, légumes et aromates. Ce prêt permettra à l'entreprise de financer le rachat de machines (machines de tri, ensachage, colisage...).

Il est conditionné à l'engagement des Halles Mandar à maintenir les emplois sur le territoire francilien.

#### **5. Prolongation de la période d'investissement du fonds d'investissement Impact Création Île-de-France pour les activités économiques dans les quartiers**

Il est proposé de modifier le règlement d'intervention du fonds d'investissement pour les activités économiques dans les quartiers, adopté par la CP 16-616 du 13 décembre 2016.

Le fonds Impact Création Île de France doté de 8,58 millions d'euros, dont 7 millions d'euros de dotation régionale vise à l'accompagnement financier, et humain de projets d'entrepreneuriat de création et de reprise de commerce en franchise dans les quartiers en politique de la ville, afin d'implanter dans ces quartiers ou à proximité des enseignes d'envergure nationale. Il intervient, par l'intermédiaire d'un financement en fonds propres et quasi-fonds propres, au côté du fonds national Impact Création doté de près de 40 millions d'euros.

Actif depuis mai 2017, au 30 septembre 2022, il a financé et accompagné 46 projets d'entrepreneurs pour près de 3,5 millions d'euros représentant la création de plus de 500 emplois et la mise en œuvre de plus de 800 jours de formation pour les entrepreneurs concernés.

D'une part, le nouveau règlement proposé formalise la caractérisation de l'impact de ce fonds en le classant article 9 du règlement européen (UE) 2019/2088 dit Sustainable Finance Disclosure (SFDR). Ce règlement, entré en application le 10 mars 2021, vise à informer les investisseurs de la durabilité de leur investissement, dans le but d'orienter ces investissements vers une économie durable, prenant en compte les enjeux environnementaux et sociaux. Pour atteindre cet objectif, il oblige les gestionnaires d'actifs à classer leurs fonds selon trois articles (article 6, article 8 et article 9), l'article 9 étant le plus vertueux. En effet, les fonds « article 9 » ne se contentent pas de considérer ou promouvoir des dimensions environnementales ou sociales dans leurs décisions d'investissements, ils s'engagent à investir uniquement dans des entreprises à impact positif, c'est-à-dire qui contribuent à un objectif environnemental ou social.

D'autre part, du fait de la crise covid et du contexte macro-économique difficile pour le commerce

de proximité qui s'en est suivi, le déploiement du fond a été fortement ralenti. L'actuel règlement prévoyait une période de fin d'investissement de 5 ans (soit le 23 mai 2022) et une période de désinvestissement de 5 ans, soit une durée du fonds de 10 ans. La période d'investissement a été prolongée d'un an, après avis favorable du comité consultatif du fond, comme prévu au règlement, au 23 mai 2023. Afin d'assurer une consommation totale du fonds, la société de gestion propose une prolongation exceptionnelle de la période d'investissement jusqu'au 30 juin 2024 avec, pour conséquence une date de fin de vie du fonds à juin 2031. Cette prolongation se traduira par l'accompagnement financier et humain d'une trentaine de dossiers supplémentaires.

Cette modification est sans impact budgétaire.

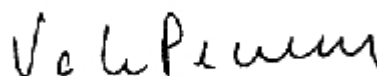
**6. Marché pour une prestation intellectuelle visant à réaliser le recensement annuel des aides d'État.**

Les dispositions de l'article L1511-1 du CGCT prévoient l'établissement par les Régions d'un rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur leur territoire en année n-1.

Pour l'assister dans la réalisation de ce recensement et du rapport destiné au représentant de l'État, le Pôle Entreprises et Emploi prévoit de recourir à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre d'une affectation de 40 000 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **PARIS RÉGION UP : AIDES PM'UP, TP'UP ET AUTRES DISPOSITIFS MOBILISÉS POUR LES ENTREPRISES FRANCILIENNES - 1ER RAPPORT POUR 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L337 du 14 octobre 2020 ;

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime cadre exempté de notification n° SA.59106 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** du régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et ses futures modifications ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code monétaire et financier ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 16-138 du 7 juillet 2016 relative au fonds d'investissement pour les activités économiques dans les quartiers ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CP 16-596 du 16 novembre 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up – Innov'up – TP'up – Back'up ;

**VU** la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 portant adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

**VU** la délibération n° CP 16-616 du 13 décembre 2016 relative à la mise en œuvre du fonds d'investissement pour les activités économiques dans les quartiers ;

**VU** la délibération n° CP 2017-112 du 8 mars 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up - TP'up et Back'up ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2017-212 du 17 mai 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et de TP'up ;

**VU** la délibération n° CR 2017-101 du 18 mai 2017 relative aux actions en faveur du développement économique et de la montée en gamme des qualifications ;

**VU** la délibération n° CP 2017-429 du 20 septembre 2017 relative à la désignation des entreprises bénéficiaires de PM'up et TP'up ;

**VU** la délibération n° CP 2018-484 du 17 octobre 2018 relative au Paris Région UP - attribution des subventions PM'up, TP'up, Innov'up Proto, ajustement des modalités de TP'up et d'Innov'up Leader PIA et cession d'Île-de-France capital ;

**VU** la délibération n° CP 2019-436 du 20 novembre 2019 portant approbation de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) – Année 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 19-358 du 17 octobre 2019 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 6ème rapport pour 2019

**VU** la délibération n° CP 19-493 du 20 novembre 2019 relative au Paris Région UP : subventions PM'up, TP'up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes - 7ème rapport pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1<sup>ère</sup> affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

**VU** la délibération n° CP 2020-C12 du 27 mai 2020 : « Aides aux entreprises : PM'up Covid-19, 1er rapport pour 2020 »

**VU** la délibération n° CP 2020-378 du 23 septembre 2020 relative à Paris Région UP - Aides PM'up, TP'up, INNOV'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

**VU** la délibération n° CP 2020-491 du 18 novembre 2020 relative à Paris Région UP - Aides PM'up, TP'up, INNOV'UP et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes ;

**VU** la délibération n° CP 2021-036 du 21 janvier 2021 relative au Paris Région UP : Aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 1<sup>er</sup> rapport pour 2021 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-048 du 21 juillet 2021 intitulée «Poursuivre la relance économique» ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n°CP2021-C17 du 22 juillet 2021 relatives aux aides aux entreprises PM'up Covid-19 : appel à projets PM'up et TP'up Relance ;

**VU** la délibération n°CP2021-C26 du 19 novembre 2021 relatives aux aides aux entreprises PM'up Covid-19 : appel à projets PM'up et TP'up Relance ;

**VU** la délibération n° CP 2022-C07 du 22 mai 2022 relative aux Aides aux entreprise PM'up Covid 19 : PM'up et TP'up Relance : 2ème rapport pour 2022.

**VU** la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Ile-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

**VU** la délibération n°CR 2022-046 du 6 juillet 2022 relative au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-262 du 7 juillet 2022 relative aux Aides aux entreprise PM'up et TP'up Relance : 1ème rapport pour 2022.

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-031 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Attributions relatives aux 12 aides TP'up Relance**

Décide de participer, au titre du dispositif TP'up, au financement des 12 projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 494 500 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n°CP 2022-262 du 7 juillet 2022 modifiée par la délibération n°2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.



Affecte une autorisation de programme de 494 500 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2023.

### **Article 2 : Attributions relatives aux 9 aides PM'up Relance**

Décide de participer, au titre du dispositif PM'up, au financement des 9 projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant cumulé de 1 920 000 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type, adoptée par délibération n°CP 2022-262 du 7 juillet 2022 modifiée par la délibération n°2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les annexes techniques et financières à la délibération, par dérogation à l'article 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Affecte une autorisation de programme de 1 920 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-001 « Soutien à l'industrie et aux autres services », action 16300101 « Soutien à l'industrie, aux PME et aux ETI » du budget 2023.

### **Article 3 : Adoption de 3 avenants spécifiques PM'up**

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 2021-3-AUT-62122-A de l'entreprise MULTIPOLLES approuvée par la délibération CP 2021-C17 du 22 juillet 2021 tel qu'il figure en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 2019-6-AUT-639049-A de l'entreprise EOZ approuvée par la délibération CP 2019-358 du 17 octobre 2019 tel qu'il figure en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 2021-5-AUT-63247-A de l'entreprise REMOVE approuvée par la délibération CP 2021-C26 du 19 novembre 2021 tel qu'il figure en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

### **Article 4 : Modification de la fiche projet PM'up Covid-19 pour le bénéficiaire FAIRCO**

Approuve la modification de la fiche-projet n° EX050292 au profit de la société FAIRCO, approuvée par délibération n° CP 2020-C12 du 27 mai 2020, telle qu'elle figure en annexe 6 à la présente délibération.

### **Article 5 : Attribution d'un prêt à taux zéro à l'entreprise Halles Mandar SAS**

Décide d'attribuer un prêt à taux zéro de 150 000 euros à l'entreprise Halles Mandar SAS.  
Subordonne le versement de ce prêt à la signature de la convention figurant en annexe 7 à

la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 150 000 € disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 632 « Industrie, commerce et artisanat », programme HP 632-003 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art », action 16300301 « Soutien à l'artisanat et aux TPE » du budget 2023.

***Article 6 : Modification du règlement du fonds d'investissement Impact Création Île-de-France pour les activités économiques dans les quartiers***

Approuve la modification apportée au règlement du fonds d'investissement Impact Création Île de France pour les activités économiques dans les quartiers auquel la Région a adhéré par délibération n° CP16-616 du 13 décembre 2016, disponible pour consultation au secrétariat général du conseil régional.

***Article 7 : Marché pour une prestation intellectuelle visant à réaliser le recensement des aides d'État versées aux entreprises sur le territoire de la région Ile-de-France en 2022.***

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 61 « Interventions économiques transversales », programme HP61-001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 16100107 « Accompagnement des entrepreneurs et des jeunes entreprises » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Désignation de 12 bénéficiaires TP'up Relance**

Désignation des 12 bénéficiaires TP'up Relance

Raison-sociale	Filière	Ville	ZRE	Subvention attribuée sur la base du RI TP'up	Date de prise en compte des dépenses	Engagement stagiaire
C.NET	Autre	CRECY LA CHAPELLE	Non	22 000 €	15/06/2022	1
MOULE A MADELEINES	Agriculture, Agro- alimentaire et nutrition, Sylviculture	PARIS 18E ARRONDISSEMENT	Non	24 000 €	06/07/2022	2
S2S SEED TO SEED S2S OOLUTION	Autre	LE PERREUX SUR MARNE	Non	25 000 €	18/07/2022	2
CIMENT	Autre	ASNIERES SUR SEINE	Non	38 500 €	19/07/2022	2
PYMCO TECHNOLOGIES	Autre	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	Non	55 000 €	20/07/2022	2
MT DEVELOPPEMENT	Autre	PANTIN	Oui	82 500 €	30/07/2022	2
ATELIERS SOUDUPIN	Autre	MONTEREAU-FAULT- YONNE	Oui	82 500 €	15/09/2022	2
FRANCE INDUSTRIES ASSAINISSEMENT	Autre	MONTMAGNY	Non	37 000 €	10/10/2022	2
ACTIVE TOLERIE	Autre	COMBS LA VILLE	Non	40 000 €	17/10/2022	2
YADE	Autre	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	Non	25 000 €	17/10/2022	2
SCALNYX SAS	Numérique	PARIS 16E ARRONDISSEMENT	Non	38 000 €	10/11/2022	2
L'OLIFANT JEANNOUTOT ET FILS	Autre	PARIS 12E ARRONDISSEMENT	Non	25 000 €	12/12/2022	2

## **Annexe 2 : Désignation des 9 bénéficiaires PM'up Relance**

### Désignation des 9 bénéficiaires PM'up Relance

Raison sociale	Ville	Dpt	ZRE	Domaine d'activité	Subvention attribuée sur la base du RI PM'up	Engagement stagiaires	Date de prise en compte des dépenses
Bruleur AEM	Chelles	77	oui	Autre(Brûleurs industriels)	375 000 €	3	13/07/2022
Café Lomi	Paris 18	75		Autre (torrefacteur, réparation )	180 000 €	3	06/07/2022
Caplain Machines	Brie comte robert	77		Agriculture, Agro alimentaire	250 000 €	3	05/10/2022
FairBrics	Villebon-sur-Yvette	91		Chimie industrielle & matériau	250 000 €	3	04/07/2022
Microplast	Perigny	94		Industrie Plasturgie	240 000 €	3	20/07/2022
Sertonic	Torcy	77		Autre(traitement des gaz)	150 000 €	3	31/08/2022
Tip Toe	Paris 10	75		Autre (ameublement)	200 000 €	3	29/04/2022
Universal Rock' Décoration	Saint Pierre du Perray	91		Autre (Architecture ludique)	95 000 €	2	21/09/2022
Uptale	Paris 8	75		Numérique	180 000 €	3	26/08/2022

## **Annexe 3 : Avenant MULTI-POLES**



**Avenant n°1**  
**à la convention n°021-3-AUT-62122-A**  
**Approuvée par la délibération CP 2021-C17 du 22 juillet 2021**  
**attribuant la subvention PM'up**

**La REGION ILE DE FRANCE**

2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN

Dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 2023-031 du 25 janvier 2023.

Et

**l'Entreprise MULTI-POLES,**

Allée du Parc aux Boeufs - 77200 TORCY

Siret : 52818322100019    NAF : 64.20Z

représentée par : Monsieur Bernard BORDERES  
son représentant légal en tant que : Président

**Après avoir rappelé :**

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional et dans le respect du RI du dispositif PM'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up et modifié par CP n° 2021-036 du 21 janvier 2021.

Par délibération n° CP 2021-C17 du 22 juillet 2021, la Commission permanente a attribué une subvention à l'entreprise MULTI-POLES pour un montant de 200 000,00 € dans le cadre de son projet PM'up.

La convention ne précisait pas que ce projet était porté conjointement par les entreprises ACTIMAIL et SER Informatique.

L'entreprise MULTI-POLES est désignée comme mandataire du projet PM'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

A ce jour aucun début de versement de subvention n'a été effectuée.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

**Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale**

La Région autorise l'entreprise MULTI-POLES à reverser tout ou partie de la subvention de 200 000 € à ACTIMAIL (SIRET : 40228233900041) et SER Informatique (SIRET 41049786100055).

**Article 2 : Dispositions non modifiées**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

**Article 3 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des

atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Signature des parties

A....., le .....

Représentant légal de **MULTI-POLES**

**Bernard BORDERES**

A Saint-Ouen, le

Pour la Présidente du Conseil régional et par délégation,  
Directeur des Ressources et des Relations avec les Entreprises - Pôle Entreprises et Emploi

**Romain FOLEGATTI**

## **Annexe 4 : Avenant EOZ**

## **Avenant n°1**

### **à la convention n° 2019-6-AUT-639049-A**

**approuvée par la délibération CP 2019-358 du 17 octobre 2019**

**attribuant la subvention PM'up**

#### **La REGION ÎLE-DE-FRANCE**

2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen

dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Péresse en vertu de la délibération CP 2023-031 du 25 janvier 2023,

et

#### **EOZ**

Bâtiment 10- Chemin de Viercy -77550 Limoges-Fourches

SIREN : 529 137 531

représentée par la personne d'Audrey MARQUES, directrice générale de l'entreprise EOZ, dûment habilitée,

#### **Après avoir rappelé :**

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération n° CR 01-016 du 22 janvier 2016 et dans le respect du règlement d'intervention du dispositif PM'up voté en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up et modifié par CP n° 2018-427 du 19 septembre 2018.

Par délibération CP 2019-358 du 17 octobre 2019, la commission permanente a attribué une subvention à l'entreprise EOZ (SIRET : 529 137 531 00024) pour un montant de 250 000 € dans le cadre de son projet PM'up.

EOZ, ayant réalisé une opération de croissance externe, une partie du plan stratégique est portée conjointement avec sa filiale : HEITO (SIRET : 562 098 806 00036).

Par ailleurs, l'entreprise EOZ (SIRET : 529 137 531 00024) est désignée comme mandataire du projet PM'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement le reliquat de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

A ce jour, EOZ a bénéficié de trois acomptes pour un montant total de 158 224,40 €.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

#### **Il est convenu de ce qui suit :**

##### **Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale**

La Région autorise l'entreprise à reverser tout ou partie du reliquat de 91 775,60 € à HEITO (SIREN 562 098 806).

**Article 2 : Dispositions non modifiées**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

**Article 3 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Signature des parties

À....., le .....  
Représentante légale de EOZ, Audrey MARQUES

À....., le .....  
La Région Île-de-France

## **Annexe 5 : Avenant REMOVE**

**Avenant n°1**  
**à la convention n°2021-5-AUT-63247-A**  
**Approuvée par la délibération CP 2021-C26 du 19 novembre 2021**  
**attribuant la subvention PM'up**

**La REGION ILE DE FRANCE**

2, rue Simone Veil - 93400 SAINT OUEN

Dûment représentée par sa présidente Madame Valérie Pécresse en vertu de la délibération n° CP 2023-031 du 25 janvier 2023.

Et

**l'Entreprise REMOVE,**

19 Boulevard Georges Bidault - 77183 CROISSY BEAUBOURG

Siret : 81243286200033      NAF : 39.00Z

représentée par : Monsieur Sylvain GONCALVES  
son représentant légal en tant que : Président

**Après avoir rappelé :**

La subvention a été attribuée conformément aux règles fixées par le règlement budgétaire et financier du conseil régional, prorogé par la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 et dans le respect du RI du dispositif PM'up votée en n° CR 105-16 du 16 juin 2016 relatif aux aides régionales aux entreprises PM'up - Innov'up – TP'up – Back'up et modifié par CP n° 2021-036 du 21 janvier 2021.

Par délibération n° CP 2021-C26 du 19 novembre 2021, la Commission permanente a attribué une subvention à l'entreprise REMOVE pour un montant de 120 000,00 € dans le cadre de son projet PM'up.

La convention ne précisait pas que ce projet était porté conjointement par les entreprises REMOVE et le Groupe EDIFY.

L'entreprise REMOVE est désignée comme mandataire du projet PM'up. Le mandataire percevra de l'Agence de Services et de Paiement l'intégralité de la subvention attribuée, à charge pour lui de reverser aux autres bénéficiaires la quote-part de subvention due au regard des dépenses engagées.

A ce jour, REMOVE a bénéficié d'un seul acompte d'un montant de 2 700 €.

Cet avenant prend effet à compter de sa notification.

**Article 1 : Autorisation de reversement de la subvention régionale**

La Région autorise l'entreprise REMOVE à reverser tout ou partie du reliquat de 117 300 € au groupe EDIFY (SIRET 82294270200033)

**Article 2 : Dispositions non modifiées**

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et applicables aux parties.

**Article 3 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et

procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Signature des parties

A....., le .....

Représentant légal de **REMOVE**

**Sylvain GONCALVES**

A Saint-Ouen, le

Pour la Présidente du Conseil régional et par délégation,  
Directeur des Ressources et des Relations avec les Entreprises - Pôle Entreprises et Emploi

**Romain FOLEGATTI**



## **Annexe 6 : Fiche projet FAIRCO**

**DOSSIER N° EX050292 - PM'up Covid-19 - FAIRCO**

**Dispositif** : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

**Imputation budgétaire** : 909-94-20421-194001-400

Action : 19400112- PM'up - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	169 500,00 € HT	50,15 %	85 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		85 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FAIRCO  
Adresse administrative : 17 RUE GUTENBERG  
91620 NOZAY  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur JOSSELYN LANES, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2020 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Mesure d'urgence sanitaire COVID 19

**Description :**

Masques FFP2.

Le projet est de monter une ligne de confection de masque répondant dans l'immédiat à la demande du masque grand public et dans un second temps aux besoins « normaux » des secteurs du BTP et du médical. L'entreprise a opté pour une machine de fabrication par soudure ultrasonique permettant une forte cadence (jusqu'à 200 000 masques par semaine), masque de type « bec de canard ».

**Localisation géographique :**

 NOZAY

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissement matériel	139 500,00	82,30%
R&D	30 000,00	17,70%
Total	169 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région	85 000,00	50,15%
Dettes(Préciser auprès de quel organisme)	55 000,00	32,45%
Autofinancement	29 500,00	17,40%
Total	169 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
SA.56985 (2020.N) France COVID19, relatif à : régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

## **Annexe 7 : Convention Prêt taux 0 - Halles Mandar SAS**

**Convention n° de prêt à taux zéro de la Région Île-de-France  
au projet mis en œuvre par l'entreprise Halles Mandar SAS**

Entre :

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-031 du 25 janvier 2023,

ci-après dénommée « la Région »,

et l'Entreprise Halles Mandar SAS,

Forme juridique : société par actions simplifiée

au capital de 1 600 000 euros

Siège social : 20 avenue de La Villette-Fleur, Rungis Cedex France 94637

N° SIREN : 311 051 122

Représentée par : M. Shaoul ABRAMCZIK

Qualité : Président Directeur Général

ci-après dénommée « L'Emprunteur »,

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ :**

Le prêt à taux zéro, objet de la présente convention, telle que décrite dans la fiche projet, est consenti à des conditions financières préférentielles. Il est attribué sur le fondement de l'article L. 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

L'octroi par la Région d'un prêt à taux zéro et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

**SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n° CP 2023-031, la Région a décidé de soutenir l'Emprunteur et pour ce faire, elle lui a octroyé un prêt à taux zéro contribuant au financement du projet de reconstitution de son outil industriel décrit dans la fiche projet annexée à la présente convention, pour un montant maximum de 150 000 euros en investissement.

Cette convention définit les droits et obligations de la Région et de l'Emprunteur concernant le versement et l'utilisation du prêt.

## ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

### 2.1 – Concernant le projet :

Dans le cadre de son projet, l'Emprunteur s'engage, avec le prêt octroyé par la Région, à :

- mettre en œuvre le projet de reconstitution de son outil industriel, tel que décrit dans la fiche projet ;
- maintenir les emplois sur le territoire francilien pendant une période de 3 années à compter du versement du prêt ;
- affecter et mettre en œuvre les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux nécessaires au bon déroulement du projet.

### 2.2 – Obligations relatives à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité :

L'Emprunteur s'engage à respecter et à promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### 2.3 - Obligations en matière d'éthique :

L'Emprunteur s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fonds publics et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité de l'Emprunteur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas octroyer le prêt.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### 2.4 – Concernant le recrutement de stagiaires ou d'alternants :

L'Emprunteur s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

L'Emprunteur saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### 2.5 – Concernant le contrôle de son exécution :

L'Emprunteur s'engage à :

- produire pendant toute la durée de la convention pour chaque exercice, les pièces justificatives suivantes :
  - les comptes de gestion du dernier exercice, certifiés conformes par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes ;
  - l'état des aides publiques reçues au cours des trois dernières années.
- participer aux entretiens nécessaires à l'évaluation de fin de projet au plus tard 6 mois après le remboursement de l'échéance in fine et à communiquer toutes les informations nécessaires à cette évaluation ;
- communiquer sur simple demande de la Région tout document afférent au programme mis en œuvre au titre de la présente convention ;

- participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au programme mis en œuvre au titre de la présente convention ;
- informer la Région de toute autre aide publique perçue au titre du présent projet ;
- conserver les pièces justificatives pendant 10 ans à compter de la date d'expiration de la présente convention ;
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

## **ARTICLE 3 – COMMUNICATION ET EXPLOITATION DES DONNÉES RELATIVES À LA PRÉSENTE CONVENTION**

### **1 – Obligations de l'Emprunteur en matière de communication :**

L'Emprunteur s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au projet de reconstitution de l'outil industriel objet de la présente convention.

Le label « Powered by PARIS REGION » est positionné sur le site web de l'Emprunteur et fait l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région.

L'Emprunteur est invité à remplir la fiche le concernant sur l'annuaire en ligne Paris Region Business Club sur <https://parisregionbusinessclub.smartidf.services/>

Tous les événements de relation publique ou opérations de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'Emprunteur s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'Emprunteur s'engage à respecter les principes d'équité et de non-discrimination sur les différents supports de communication.

### **2 – Autorisation d'exploitation des données :**

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers dans le respect du secret industriel et commercial de l'Emprunteur.

En signant la présente convention, le responsable légal de l'Emprunteur, ou son représentant, reconnaît qu'il consent :

- à l'utilisation de son adresse électronique pour recevoir des informations relatives au Paris Region Business Club ;
- à ce que cette adresse électronique puisse être transmise à des destinataires (partenaires institutionnels) dans l'optique de campagnes ponctuelles ;
- à céder son droit à l'image, de telle sorte que cette image soit librement fixée par la Région ; les photographies prises dans le cadre d'événements organisés par la Région sont dès lors librement utilisées, reproduites et diffusées par cette dernière (via des supports papier et numérique) à des fins de communication externe, pendant la durée de validité de la présente convention et dans le monde entier.

Conformément à l'article 7 du règlement général sur la protection des données (RGPD), le signataire de la convention est informé du fait qu'il peut retirer son consentement à tout moment par courrier électronique adressé à la Région et que cela n'a aucune influence sur la mise en œuvre de la présente convention.

### 3 – Publication des données en *open data* :

Dans le cadre du programme Smart Région Initiative qui vise à faire de l'Île-de-France la première Smart Région d'Europe, la Région s'est dotée d'une plate-forme de données et de services. Cette plateforme doit accueillir toutes les données régionales et publiques pour permettre la création de services innovants. Conçue comme un concentrateur de données, elle doit constituer un socle de données partagées.

Conformément à la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, des jeux de données relatifs à la présente convention pourront être publiés en open data sur cette plate-forme. En signant cette convention, le responsable légal de l'Emprunteur, ou son représentant, reconnaît qu'il consent à la publication en open data des données suivantes :

SIRET de l'établissement ;	Code dispositif ;
Nom du bénéficiaire final / raison sociale ;	Libellé du dispositif ;
Nature juridique ;	Secteur budgétaire ;
Adresse de l'Emprunteur ;	Chapitre budgétaire ;
Code postal de l'Emprunteur ;	Fonction budgétaire
Ville de l'Emprunteur ;	Code fonctionnel ;
Code département de l'Emprunteur ;	Affectation / désaffectation ;
Bassin d'emploi de l'Emprunteur ;	Montant du prêt octroyé (part Région) ;
Libellé du dossier de prêt (nom du projet) ;	Règlement européen utilisé ;
N° interne du dossier dans les systèmes d'information ;	Date de la délibération d'attribution ;
Code famille de procédure du dossier ;	Numéro de la délibération d'attribution ;
Typologie de l'Emprunteur.	URI / URL de la délibération d'attribution.

Les services concernés du Pôle Entreprises et Emploi sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller l'Emprunteur dans sa démarche.

### ARTICLE 4 – MONTANT ET CARACTÉRISTIQUES DU PRÊT

La Région a décidé de contribuer au financement du projet, tel que décrit dans la fiche projet figurant en annexe, et d'accorder à l'Emprunteur un prêt à remboursement in fine, selon les termes suivants :

- montant du capital : 150 000 € ;
- taux d'intérêt annuel : 0 % ;
- différé de remboursement du capital de 36 mois (remboursement in fine) ;
- l'équivalent-subvention brut (ESB), calculé conformément à la décision N677-a-2008 de la Commission européenne est de 29 710,20 €.

### ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT DU PRÊT

Les fonds seront mis en place en une seule fois après réception par la Région de la présente convention signée par les parties et sur présentation par l'Emprunteur des documents suivants :

- attestation de régularité fiscale et sociale émanant des services fiscaux et sociaux de moins de 3 mois à compter de la date de signature de la présente convention ;
- du RIB du compte où seront versés les fonds.



L'Emprunteur dispose d'un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention pour produire ces documents. Passé ce délai, la convention sera caduque et la Région sera déliée de ses obligations. Elle ne sera plus tenue à aucun versement.

## **ARTICLE 6 – MODALITÉS DE REMBOURSEMENT**

### **Remboursement par virement**

A l'issue d'une période de 36 mois suivant la date de versement du prêt, la Région émettra un titre de recette correspondant au montant du prêt (nature 2748 « autres prêts »).

Après réception par l'Emprunteur de l'avis des sommes à payer correspondant, celui-ci procédera au remboursement par virement de la somme due sur le compte de la Région.

### **Remboursements anticipés**

Le délai du remboursement est stipulé dans l'intérêt de l'Emprunteur. Néanmoins celui-ci pourra se libérer de ses obligations par le remboursement anticipé de tout ou partie du capital restant dû et ce moyennant un préavis de deux mois. Dans ce cas, le montant du remboursement anticipé ne pourra être inférieur à trois mille (3 000) euros. Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de remboursement anticipé.

L'emprunteur procéder au(x) remboursement(s) anticipé(s) par virement sur le compte de la Région, comme précisé au paragraphe précédent.

### **Intérêts de retard et frais de poursuite**

En cas de défaillance de l'Emprunteur, la Région pourra exiger le remboursement immédiat du capital restant dû. Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes restant dues produisent les intérêts de retard à un taux égal au taux euribor 3 mois constaté à la date de la défaillance.

En outre, tous les frais de poursuite (frais de banque, frais de justice, etc.) liés à un retard de paiement à l'échéance seront à la charge l'Emprunteur.

Le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris pourra engager toutes les actions (mise en demeure, avis à tiers détenteur, etc...) qu'il juge nécessaire pour recouvrer l'échéance du prêt impayé.

## **ARTICLE 7 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE DE LA DÉPENSE :**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris.

## **ARTICLE 8 – ÉVALUATION**

L'Emprunteur communique à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact du prêt octroyé sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.

## **ARTICLE 9 – CONTRÔLE ET EXIGIBILITÉ ANTICIPÉE**

La Région exerce sur pièce et sur place tout contrôle de l'utilisation des fonds qu'elle juge utile. Elle se réserve le droit d'exiger le remboursement anticipé total ou partiel du prêt :

- si l'Emprunteur ne respecte pas les obligations mentionnées dans la présente convention ;

- si l'Emprunteur ne mobilise pas tous les moyens nécessaires au maintien de ses effectifs salariés en Île-de-France pendant une période de 3 années à compter du versement du prêt ;
- en cas d'absence de production par l'Emprunteur d'un compte-rendu financier du projet de reconstitution de l'outil industriel ;
- en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants ;
- en cas de manquement avéré au respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- si l'Emprunteur ne mobilise pas tous les moyens pour maintenir ses fonds propres au niveau constaté lors du versement du prêt.

## **ARTICLE 10 – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date d'octroi du prêt en commission permanente.

Elle expire 12 mois après le remboursement de l'échéance unique.

Toutefois, en cas de retard dans le remboursement du prêt, la présente convention expire 12 mois après le règlement effectif de l'ensemble des sommes dues, à savoir le remboursement de l'intégralité du prêt, les intérêts de retard dus et, le cas échéant, les frais de poursuite occasionnés.

## **ARTICLE 11 – MODIFICATIONS DU PLAN DE RECONSTITUTION DE L'OUTIL INDUSTRIEL ET DE LA CONVENTION**

Le plan de reconstitution de l'outil industriel décrit dans la fiche projet est prévisionnel. Il peut être modifié.

Dans le cas où il souhaite modifier le plan décrit dans la fiche projet, l'Emprunteur adresse une demande écrite préalable à l'engagement des dépenses concernées justifiant des raisons de cette évolution. La Région pourra alors procéder à un ajustement du projet soutenu par voie d'avenant à la présente convention, préalablement adopté par la Commission permanente du Conseil régional.

Au-delà des modifications du plan de reconstitution de l'outil industriel autorisées par les dispositions précédentes, toute modification de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission permanente du Conseil Régional.

## **ARTICLE 12 – RÉSILIATION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'Emprunteur. Dans ce cas, la Région adresse à l'Emprunteur une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'Emprunteur la décision de résiliation.

Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes. La résiliation prononcée en application du présent

article entraînera le remboursement immédiat du capital restant dû. Elle n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Emprunteur par la Région.

### **ARTICLE 13 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

- la présente convention de prêt de la Région ;
- la fiche projet.

Fait en 2 exemplaires,

À Saint-Ouen, le

**Pour la Présidente du Conseil régional  
et par délégation,**

**Pour l'Entreprise Halles Mandar SAS,**

**DOSSIER N° 22008731 - Prêt Halles Mandar SAS**

**Dispositif** : TP'up (investissement) (n° 00001040)

**Délibération Cadre** : CR 2017-101 du 18/05/2017

**Imputation budgétaire** : 906-632-20421-163003-400

Action : 16300301- Soutien à l'artisanat et aux TPE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
TP'up (investissement)	4 232 585,00 € HT	3,54 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : HALLES MANDAR

Adresse administrative : AVENUE DE LA VILLETTE  
94550 CHEVILLY LARUE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur SHAOUL ABRAMCZYK, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : le rachat d'un outil industriel permettant à l'entreprise de redémarrer son activité dans de bonnes conditions à la suite de l'incendie du 25 septembre 2022.

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2022 - 25 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'entreprise a été l'objet d'un sinistre (incendie) le 25 septembre 2022. Il est proposé de prendre en compte les dépenses engagées à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de ce prêt s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique** :

- RÉGION ILE-DE-FRANCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL PROPOSÉ PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Système de lavage 4G	300 000,00	7,09%	Prêt de la Région Île-de-France	150 000,00	3,54%
Lignes d'emballage (4)	787 000,00	18,59%	Crédit-bail	787 000,00	18,59%
Systèmes de pesée (2)	500 000,00	11,81%	Prêt ou crédit-bail	1 480 000,00	34,97%
Trieuse pondérale avec métrologie légale	240 000,00	5,67%	Indemnités d'assurance	1 815 585,00	42,90%
Détecteur de métaux aux rayons X	180 000,00	4,25%	Total	4 232 585,00	100,00%
Robot palettiseur	160 000,00	3,78%			
Système de refroidissement eau lavage	100 000,00	2,36%			
Robot de mise en colisage	100 000,00	2,36%			
Régulateurs auto de CO <sup>2</sup>	100 000,00	2,36%			
Racks de stockage	80 000,00	1,89%			
Balances manuelles	25 000,00	0,59%			
Filmeuse à palette	16 000,00	0,38%			
Tables rotatives et bacs de manutention	20 000,00	0,47%			
Transpalettes, tire-palettes manuels et diables	14 800,00	0,35%			
Travaux d'électricité	500 000,00	11,81%			
Remise en état du système de froid	200 000,00	4,73%			
Câblage réseaux	100 000,00	2,36%			
Système d'accès bâtiment	80 000,00	1,89%			
Cloisonnement et plomberie	100 000,00	2,36%			
Téléphonie	70 000,00	1,65%			
Monteuse de cartons	70 000,00	1,65%			
Bureaux et vestiaires	72 000,00	1,70%			
Espace frigo dédié à l'activité basilic	50 000,00	1,18%			
Outillages divers et pièces de rechange	105 800,00	2,50%			
Aménagements divers	261 985,00	6,19%			
Total	4 232 585,00	100,00%			